

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1921.

Projet de loi sur l'éducation physique.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'éducation physique est apparue à tous, au lendemain des épreuves de la guerre, comme une nécessité sociale. On y a vu surtout la possibilité de réduire le temps du service militaire, tel qu'il était imposé avant la guerre, réforme au sujet de laquelle les avis sont partagés quant au degré, mais dont le principe est unanimement accepté.

Mais cet aspect militaire, quelque important qu'il soit, est loin d'être le seul qui doive retenir l'attention du législateur. C'est un adage ancien que l'homme n'est complet que par l'intelligence et la santé, *mens sana in corpore sano* et l'on n'accomplit qu'à demi le devoir envers les jeunes générations si, en les faisant savantes, on les laisse malingres et chétives. La culture du corps doit être soignée parallèlement à celle de l'esprit.

Ces considérations qu'il paraît inutile de développer, tant elles l'ont été souvent et complètement, tant elles rencontrent, à l'heure actuelle, une adhésion générale et qui ont amené M. Carpentier à présenter au Sénat une proposition de loi, indiquent que la réforme souhaitée concerne à la fois le Département de la Défense Nationale et celui des Sciences et des Arts. Chacun d'eux doit y avoir sa part; et ces parts, tout en restant distinctes, doivent demeurer concordantes.

Que faire pour promouvoir l'éducation physique et les sports qui en sont l'application logique et pratique?

D'abord, il importe que dans tous les établissements d'instruction de l'État ou subsidés par lui, l'éducation physique soit rendue obligatoire, que l'importance de cet enseignement soit renforcée, que les maîtres en soient recrutés avec un soin spécial, que tout un programme pratique soit établi et rigoureusement observé.

Ensuite que l'État favorise la création de sociétés d'éducation physique, destinées à accueillir les jeunes gens ne fréquentant pas d'établissement d'instruction et à leur offrir un enseignement de la gymnastique analogue à celui des écoles.

Cet appel à l'initiative privée ne peut être couronné de succès, semble-t-il, qu'en recourant à quelque contrainte. S'il n'y a pas une certaine obligation, il est à craindre que l'éducation physique ne soit pas suffisamment généralisée. Mais la contrainte déplaît au tempérament national et les sanctions sont difficiles à trouver. Trop douces, elles s'avèrent inefficaces ; trop sévères, elles apparaissent vite comme draconiennes et inacceptables.

Aussi le Gouvernement pense-t-il qu'il faut pour le moment se borner à la disposition suivante : l'institution par le ministère de la Défense Nationale d'un examen d'aptitude physique. Tous les jeunes gens, à partir de l'âge de 18 ans, seraient admis à s'y présenter. Ceux qui auront suivi avec assiduité, soit les cours scolaires, soit les exercices et réunions des sociétés d'éducation physique agréées, seront naturellement placés dans une situation favorable au succès. Par contre, ceux qui se seront dérobés à l'éducation physique, qui échoueront à l'examen ou ne s'y présenteront pas, seront appelés sous les drapeaux, avant les miliciens de leur classe, pour un temps qui n'excèdera pas deux mois.

La sanction sera suffisamment sévère pour ne pas être négligée. Elle apparaît d'autre part, comme extrêmement équitable. Il est juste que ceux qui auront refusé de faire, pendant leur jeunesse, l'effort nécessaire pour s'assouplir aux exercices physiques, soient appelés à l'armée, avant ceux qui représentent, pour l'instruction militaire, des éléments déjà dégrossis et préparés pour une éducation intensive et rapide. L'instructeur se trouvera ainsi devant une matière première « égalisée » soit par une préparation antérieure, soit par un appel anticipé sous les armes, et le temps consacré à l'instruction élémentaire du soldat pourra ainsi être réduit au minimum.

Ceux qui trouvent trop lourd le poids du service militaire n'auront qu'à s'imputer à eux-mêmes, s'ils sont appelés à un service préalable, la faute de ne pas s'être placés dans les conditions qui auraient pu les en dispenser.

Cela admis, on aperçoit la possibilité, lointaine encore, de dispenser en tout ou en partie, de l'examen militaire d'aptitude physique ceux qui auront fait leurs preuves dans les établissements d'instruction ou les sociétés agréées. Mais ces avantages de diplômes civils ne peuvent être considérés actuellement.

Pour le moment, les assises de l'édifice paraissent devoir comporter la création d'un Conseil Supérieur de l'Éducation Physique. Il serait composé, naturellement, de personnalités spécialement compétentes. Il serait rattaché au Ministère des Sciences et des Arts et serait chargé de donner son avis, soit à la demande du Ministre, soit spontanément, sur toutes les mesures d'application des principes que nous venons d'énoncer, notamment sur les programmes des cours, les installations que comporte leur exécution, l'établissement de cours normaux, les aptitudes des maîtres, l'inspection, les extensions vers les différents sports, de même que sur les conditions d'agrégation des sociétés d'éducation physique.

Ces sociétés peuvent être de deux sortes : ou d'éducation physique proprement dite ; elles relèveraient alors du Département des Sciences et des Arts, ou de préparation militaire ; elles relèveraient alors de la Défense

Nationale. Elles pourraient parfois avoir ce double aspect et être agréées à la fois par les deux Ministères.

L'un des effets principaux de l'agrégation serait évidemment le subside officiel. Et la promesse d'une aide financière contribuera certes à l'éclosion et au développement des sociétés de ce genre. Mais la situation actuelle du Trésor interdit au Gouvernement toute précision à cet égard et il appartiendra aux lois du budget de fixer la contribution annuelle de l'Etat jusqu'au jour où nous serons revenus à un équilibre normal, et où des règles pourront être fixées.

En attendant, il semble qu'on puisse demander aux communes et spécialement aux communes de plus de cinq mille habitants, ainsi qu'aux provinces, leur participation à cette réforme d'utilité nationale, mais communale et provinciale aussi, sous forme de l'installation d'une piscine de jeux et, chaque fois que les conditions locales le permettront, d'un bassin de natation. Ces installations pourront être ultérieurement subsidiées par l'Etat comme les constructions scolaires. Il va de soi que les communes pourront satisfaire à leur obligation, soit en s'entendant entre elles si elles sont rapprochées et si leur voisinage permet une installation unique, accessible à tous leurs habitants, soit en s'entendant avec des sociétés sportives pour mettre à la disposition de tous, des piscines déjà existantes.

Le Gouvernement n'ignore pas que certaines communes sont dans une situation financière critique ; aussi prévoit-il la nécessité d'apporter certains tempéraments, et notamment d'accorder des délais selon les circonstances. La loi doit rester assez souple pour ne s'appliquer qu'au fur et à mesure des possibilités et il convient de s'en remettre pour les détails d'application à des arrêtés royaux successifs, à prendre par le Ministre compétent après avis du Conseil Supérieur d'Education physique.

Un mot encore : on sait que l'article 1384 du Code civil, alinéa 4, crée à charge des instituteurs une présomption de faute à l'occasion des dommages causés par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Les maîtres intéressés ont vivement insisté pour que, tout au moins, en ce qui concerne l'éducation physique et les sports, cette disposition exceptionnelle fût abrogée. Le Gouvernement ne croit pas pouvoir leur donner satisfaction, la jurisprudence des cours et tribunaux n'ayant jamais fait une application rigoureuse de l'article 1384. Toujours, dans des procès de ce genre, le maître a été admis à prouver qu'il n'avait pas commis de faute et il n'a été retenu en cause que lorsque sa faute était démontrée, cas où l'article 1382 du Code civil eut suffi à le faire condamner. Dans ces conditions, la stipulation du Code civil paraît équitable et salubre, et l'abroger, pour y substituer la responsabilité de la commune ou de l'Etat serait une grave imprudence sociale. La sagesse semble donc commander le maintien intégral des dispositions du Code civil dont l'interprétation est fixée par une jurisprudence imposante.

Nous avons réservé, on l'aura remarqué, la question des conséquences financières de la loi. L'Etat fixera ultérieurement, selon les facultés du Tré-

sor, sa part d'intervention. Pour la première année, il suffira d'inscrire au budget des Sciences et des Arts une somme de trente mille francs qui permettra d'assurer les premières mesures d'application.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTRÉE.

Le Ministre de la Défense Nationale,

A. DEVÈZE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1921.

Wetsontwerp op de lichamelijke opvoeding.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Na de beproevingen van den oorlog, zijn allen het er eens over, de lichamelijke opvoeding als een maatschappelijke noodzakelijkheid te beschouwen. Vooral ziet men er het middel in, om den duur van den vooroorlogischen legerdienst te verminderen : een hervorming die in beginsel eenparig aangenomen wordt, hoewel de meeningen verschillen omtrent de mate van deze vermindering.

Dit militair oogpunt, hoe voornaam ook, is echter op verre na niet het eenige dat de aandacht van den wetgever vergt. Vanouds wordt erkend dat de mensch slechts volledig is door verstand en gezondheid, *mens sana in corpore sano*; onzen plicht tegenover de jongere geslachten vervullen wij slechts ten halve, indien wij er geleerden van maken maar ze ziekelijk en zwak laten. De opleiding van het lichaam dient verzorgd, te gelijk met deze van den geest.

Het schijnt wel onnoodig deze overwegingen nog te ontwikkelen : reeds zoo dikwijls en zoo volledig wordt dit gedaan; allen zijn het er tegenwoordig over eens; en den heer Carpentier brachten zij er toe bij den Senaat een wetsvoorstel in te dienen. Zij bewijzen dat de gewenschte hervorming tevens het Departement van Landsverdediging en dit van Wetenschappen en Kunsten betreft. Beide moeten er deel aan hebben; ieder op eigen gebied, maar in overeenstemming met elkander.

Wat dient gedaan om de lichamelijke opvoeding te bevorderen alsook, de sport die er de logische en practische toepassing van is?

Vooreerst hoeft in alle onderwijsinrichtingen van den Staat of door den Staat ondersteund, de lichamelijke opvoeding verplichtend gemaakt, meer belang aan dit onderwijs gehecht, de meesters met bijzondere zorg aangeworven, heel een practisch programma opgesteld en streng nageleefd.

Daarenboven dient de Staat de oprichting van vereenigingen voor lichamelijke opvoeding te bevorderen tot opleiding der jongelieden die geen onderwijsinrichting bezoeken, om hun een gymnastiekonderwijs te verzekeren, dat gelijk staat met wat aan de scholen verstrekt wordt.

Dit beroep op het particulier initiatief kan blijkbaar niet den gewenschten

bijval vinden, wanneer niet eenige dwang uitgeoefend wordt. Bestaat er niet een zekere verplichting, zoo valt het te vreezen dat de lichamelijke opvoeding niet voldoende verspreid wordt. Doch dwang beantwoordt niet aan onzen volksaard en doeltreffende sancties zijn moeilijk te vinden. Te zwak, zoo blijken zij zonder uitwerking; te streng, zoo schijnen zij spoedig draconisch en onaanneembaar.

Ook is de Regeering van oordeel dat men er zich op dit oogenblik moet bij bepalen, volgenden maatregel te nemen : het instellen, door het Ministerie van Landsverdediging, van een examen in de lichamelijke bekwaamheid. Alle jongelieden, ten minste 18 jaar oud, zouden er zich mogen voor aanmelden.

Zij die regelmatig de schoolleergangen of de oefeningen en vergaderingen der aangenomen maatschappijen voor lichamelijke opvoeding hebben bijgewoond, verkeerden natuurlijk in gunstige voorwaarden om te slagen. Zij die de lichamelijke opvoeding verwaarloosden, die in het examen niet slagen of er zich niet voor aanmelden, worden vóór de miliciens van hun klasse, tot den legerdienst opgeroepen, gedurende een tijdperk van ten hoogste twee maanden.

De sanctie is streng genoeg om van zeker belang geacht te worden. Zij lijkt anderdeels uiterst rechtvaardig. Het is inderdaad rechtvaardig, dat zij, die zich in hun jeugd de vereischte krachtsinspanning niet getroostten om zich voor de lichaams oefeningen te bekwamen, vóór diegenen tot den legerdienst opgeroepen worden, welke in zake militaire opleiding reeds ontbolsterd zijn en voorbereid om een krachtige en snelle opvoeding te ontvangen. De instructeur werkt aldus met krachten, die nagenoeg hetzelfde peil van ontwikkeling bereikt hebben, hetzij door een voorafgaande voorbereiding, hetzij door een vervroegde oproeping tot den werkelijken dienst; zoo kan de tijd, noodig voor de eerste africhting van den soldaat, tot een minimum herleid worden.

Zij die de eischen van den militairen dienst te zwaar achten, zullen het slechts zichzelf hoeven te wijten, indien zij tot een voorafgaanden dienst opgeroepen worden, dat zij niet in de vereischte voorwaarden verkeerden om er van ontslagen te worden.

Dit aangenomen, zoo ziet men de nog verre mogelijkheid in, geheel of ten deele van het militair examen in de lichamelijke bekwaamheid te ontslaan, die genen welke bewijzen van deze bekwaamheid gaven in onderwijsinrichtingen of aangenomen maatschappijen. Doch de voordeelen, aan burgerlijke diploma's verbonden, kunnen nu nog niet overwogen worden.

Op dit oogenblik schijnt de noodzakelijkheid zich te doen gevoelen, de grondslagen van het gebouw te leggen door de stichting van een Hooger Raad van Lichamelijke Opvoeding. Natuurlijk zou hij bestaan uit bijzonder bevoegde personen. Hij zou afhangen van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, dat, hetzij op verzoek van den Minister, hetzij uit eigen beweging, zijn advies zou uitbrengen omtrent alle maatregelen van toepassing der uiteengezette beginselen, namelijk omtrent de programma's der leergangen, de instellingen die de uitvoering er van noodig maakt, het inrichten van normaalleergangen, de bekwaamheid der leermeesters, het toezicht, de uitbreiding tot allerhande sport; alsook, omtrent de voorwaarden van aanneming der maatschappijen voor lichamelijke opvoeding.

Deze maatschappijen kunnen tweërlei zijn : van zuivere lichamelijke opvoeding — alsdan hangen zij af van het Departement van Wetenschappen en Kunsten; of van militaire voorbereiding; alsdan hangen zij af van het Departement van Landsverdediging. Soms kunnen zij dit dubbel karakter bezitten en te gelijk door beide Ministeries aangenomen worden.

Een der bijzonderste gevolgen van de aanneming ware natuurlijk de officieele toelage. En de belofte van geldelijken steun zal stellig bijdragen tot stichting en ontwikkeling van dergelijke maatschappijen. Doch de tegenwoordige toestand der Schatkist maakt het de Regeering onmogelijk, hieromtrent eenige bepaalde belofte af te leggen; en bij de begrootingswetten zal de jaarlijksche Rijksbijdrage dienen bepaald te worden, tot het oogenblik dat wij opnieuw in een staat van evenwicht zullen verkeeren en regelen kunnen vaststellen.

In afwachting schijnt het mogelijk de gemeenten, voor al deze die meer dan vijfduizend inwoners tellen, alsook de provinciën, uit te noodigen, deel te nemen aan deze hervorming van nationaal, maar ook gemeentelijk en provinciaal belang, door het aanleggen van een speelplein, en, telkens als de plaatselijke omstandigheden dit toelaten van een zweindok. Deze inrichtingen kunnen later, evenals de schoolgebouwen, geldelijk ondersteund worden door den Staat. Het spreekt van zelf dat de gemeenten hun verplichtingen kunnen nakomen, hetzij door een overeenkomst te treffen indien zij kort bij elkander gelegen zijn en deze ligging één enkele inrichting mogelijk maakt, toegankelijk voor alle inwoners; hetzij door een overeenkomst met sportvereenigingen, om reeds bestaande pleinen voor allen toegankelijk te stellen.

De Regeering weet, dat sommige gemeenten in een benarden geldelijken toestand verkeeren; ook voorziet zij de noodzakelijkheid, gematigd op te treden en namelijk, naar gelang van de omstandigheden, uitstel te verleenen. De wet dient lenig genoeg te blijven om steeds gelijken tred te houden met de mogelijkheden en, wat de bijzonderheden der toepassing betreft, vrij spel te laten aan achtereen volgende koninklijke besluiten, door den bevoegden Minister uit te vaardigen, den Hoogerem Raad van Lichamelijke opvoeding gehoord.

Een laatste woord : men weet dat, bij artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, de onderwijzers verondersteld worden in gebreke te zijn, telkens als hun leerlingen, gedurende den tijd dat zij aan hun toezicht onderworpen zijn, eenige schade berokkenen. De betrokken onderwijzers dringen sterk aan opdat, tenminste in zake lichamelijke opvoeding en sport, deze uitzonderlijke bepaling opgeheven worde. De Regeering meent dit verzoek niet te kunnen inwilligen, daar de rechterlijke macht artikel 1384 nooit streng heeft toegepast. Steeds werd het, in dergelijke gedingen, den meester toegelaten het bewijs te leveren dat hij niet in gebreke was; en de zaak werd slechts aangehouden wanneer de fout bewezen; in dit geval zou artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek volstaan, om hem te doen veroordeelen. In deze omstandigheden lijkt de bepaling van het Burgerlijk Wetboek rechtmatig en heilzaam; ze op te heffen, om er de verantwoordelijkheid van gemeente of Staat voor in de plaats te stellen, ware een erge maatschappelijke onvoorzichtigheid. De wijsheid beveelt, de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek ongewijzigd te behouden, waarvan de uitlegging door een indrukwekkende rechtwetenschap vastgelegd is.

Het vraagstuk der financieele gevolgen vān de wet hebben wij voorbehouden. Later zal de Staat, naar gelang van de mogelijkheden der Schatkist, het bedrag van zijn tusschenkomst bepalen. Het eerste jaar zal het volstaan op de begrooting van Wetenschappen en Kunsten een post van dertig duizend frank te brengen, die zal toelaten de eerste maatregelen van toepassing te treffen.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTRÉE.

De Minister van Landsverdediging,

A. DEVÈZE.
